



LE 28 ET LE 1ER MAI MOBILISES POUR L'EMPLOI

► Engagé dans une fuite en avant pour tenter d'imposer sa Loi de casse du code du travail, le gouvernement utilise les vieilles ficelles des régimes réactionnaires : alors que les témoignages de violences policières se multiplient et plutôt que de rétablir le dialogue, tous les motifs sont bons pour s'en prendre aux syndicats, criminaliser les luttes, faire taire toute contradiction.

► Pourtant, tout indique que ce n'est pas en réduisant les droits des salariés que l'on fera reculer le chômage. C'est au contraire par l'investissement, le développement des services publics, l'augmentation des salaires. Et l'argent existe : comme le prouve le nouveau scandale des Panama Papers, il part massivement dans les paradis fiscaux alimenter la finance, plutôt que de financer l'impôt et de bons salaires pour ceux qui créent la richesse.

nord.pcf.fr



Loi Travail El Khomri, régressions sociales à tous les étages / #OnVautMieuxQueCa

Sans l'avouer ouvertement, le projet de loi met fin de fait aux trente-cinq heures. Des régressions, en voici quelques autres.

1. On travaillerait plus pour gagner moins, jusqu'à douze heures par jour par simple « accord ».
2. Les licenciements seraient facilités. Les risques encourus par les patrons pour licenciement abusif seraient réduits.
3. Les femmes seraient particulièrement pénalisées, notamment à travers la déréglementation des temps partiels.

4. Les patrons auraient toute liberté pour décider quand commence la semaine et contourner la majoration du dimanche.

5. La médecine du travail, les prud'hommes, les institutions représentatives du personnel seraient laminés.

6. Contrairement à un principe fondateur de notre droit social destiné à protéger les salariés, des accords d'entreprises pourraient contenir des dispositions plus défavorables aux travailleurs que ce que prévoit la loi.

Assez des politiques libérales ! Les propositions existent pour une autre politique.

1. Augmenter les salaires et baisser le temps de travail à 32 heures par semaine pour permettre la création de centaines de milliers d'emplois.

2. Créer une sécurité d'emploi et de formation garantissant à tout salarié la possibilité d'alterner périodes d'emploi et de formation sans passer par la case chômage.

3. Écrire un code du travail du 21^e siècle qui permette de contester la mainmise des actionnaires et de la rentabilité financière sur les entreprises.

4. Prendre le contrôle du crédit bancaire, de l'argent public donné aux entreprises pour

financer non pas des actionnaires sans contrepartie mais des programmes de création d'emplois et de formations qualifiantes, de recherche et d'innovation.

5. Donner aux salariés des droits et pouvoirs nouveaux d'intervention dans les choix des entreprises et aux citoyens et élus dans les choix de la cité.

6. Réformer le financement de la protection sociale pour inciter les entreprises à créer des emplois, financer le développement de la formation professionnelle, mutualiser les dépenses et mieux répartir les prélèvements entre les grands groupes et les PME.

Le 1^{er} Mai partout en France, les communistes à votre rencontre

Comme chaque année, le 1^{er} mai sera l'occasion pour les communistes de venir à votre rencontre, avec le muguet de l'espoir et des luttes. Ce sera également l'occasion d'échanger, de donner votre avis en participant à la grande consultation citoyenne lancée par le Parti communiste Français pour faire émerger les exigences populaires, ouvrir des solutions face à la crise.

Donc, à vous d'écrire la politique, à vous la parole !

<http://www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr/>

LA GRANDE CONSULTATION CITOYENNE

#PrenezLaParole!